

ANALYSE DE LA PRESSE

Novembre 2015

1. A la une : le sommet UE-Turquie à Bruxelles
2. Dossier du mois : la crise russo-turque au cœur du conflit syrien
3. International
4. Union européenne
5. Turquie
6. Economie



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

1. A la une : le sommet UE-Turquie à Bruxelles

Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne et le premier ministre turc Ahmet Davutoğlu se sont réunis le 29 novembre à Bruxelles lors d'un sommet UE-Turquie, une rencontre inédite, pour parvenir à un accord en vue de réduire le flux migratoire vers l'Europe.

L'UE sollicite l'aide de la Turquie « pour stabiliser une vague migratoire, provoquée par les guerres en Syrie, en Irak et en Afghanistan et qui s'est traduite par l'arrivée de plus d'un million de personnes depuis janvier. » (*Le Monde, Editorial, 30/11/2015*) « L'ONU

vient de réviser ses hypothèses en hausse et prévoit 600.000 nouveaux arrivants depuis la Turquie dans les quatre mois à venir, après les 750.000 dénombrés en Europe depuis le début de l'année. » La Turquie, quant à elle, accueille déjà 2,2 millions de réfugiés syriens sur son territoire. (*LeFigaro.fr, Jean-Jacques Mevel, 10/11/2015*)



« Les dirigeants européens et la Turquie se sont mis d'accord (...) sur un fonds de 3 milliards d'euros pour aider la Turquie à accueillir des réfugiés syriens, a indiqué le président du Conseil européen, Donald Tusk » lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu à l'issue du sommet. (*Le Figaro.fr, Le Monde.fr, AFP, 29/11/2015*) Ce montant sera déboursé « en fonction des projets d'aide aux migrants soumis par Ankara à Bruxelles. » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Baptiste Chastand, 30/11/2015*) « De l'argent destiné aux réfugiés et non pas à la Turquie, assure au Figaro Federica Mogherini, chef de la diplomatie de l'UE. » (*Le Figaro, Jean-Jacques Mével, 30/11/2015*)

« Le gouvernement turc recevrait ainsi 500 millions d'euros directement de la part du budget européen, la part la plus importante étant directement portée par les États membres, soit 2,5 milliards d'euros. La Commission propose notamment à la France de verser près de 386 millions d'euros et à l'Allemagne 534 millions d'euros pour la Turquie, selon un calcul fait en fonction du revenu national brut. » (*Le Point.fr, Loreline Merelle, 13/11/2015*)

« Les Européens se sont engagés sur le montant de l'assistance à Ankara. Mais le partage de la facture reste à faire. » (*Le Figaro, Jean-Jacques Mével, 30/11/2015*) « La France voudrait que le budget européen contribue "autant que possible". » Quant à l'Allemagne, « si les Européens renâclaient, dit le vice-chancelier Sigmar Gabriel, c'est Berlin qui « devrait régler la facture ou avancer l'argent » à Ankara. (*LeFigaro.fr, Jean-Jacques Mevel, 12/11/2015*)

La Turquie et l'UE « ont également décidé d'activer un "plan d'action commun" pour endiguer l'afflux de réfugiés, et de "redynamiser" les négociations en vue d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), a déclaré le président du Conseil européen, Donald Tusk.» (*Le Figaro.fr, Le Monde.fr, AFP, 29/11/2015*)

En ce qui concerne la relance du processus d'adhésion à l'UE, « le texte de l'accord mentionne l'ouverture, le 14 décembre, du chapitre 17 des négociations (sur le plan politique, économique et monétaire). » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Baptiste Chastand, 30/11/2015*)

« Les Européens ont aussi accepté d'envisager la libéralisation de la délivrance des visas européens pour les Turcs à l'automne 2016. Mais à condition que d'ici là, ces derniers surveillent mieux leurs frontières, luttent plus efficacement contre les passeurs, et acceptent d'admettre à nouveau sur leur territoire les migrants "économiques" ayant pénétré illégalement en Europe. Un rapport sera fait tous les

mois à Bruxelles sur les progrès constatés sur le terrain en Turquie. » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Baptiste Chastand, 30/11/2015*)

« Nous ne sommes pas en mesure de dire si le nombre de migrants qui arrivent en Europe va diminuer, cela dépend trop de la situation en Syrie, a prévenu le premier ministre turc Ahmet Davutoglu (...). Mais je peux vous assurer que la Turquie va tenir toutes les promesses du plan d'action avec les Européens, et je suis convaincu qu'il y aura plus de migration régulière qu'illégale. » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Baptiste Chastand, 30/11/2015*)

« "C'est un jour historique pour notre processus d'accession (à l'UE). Nous allons forger la destinée du continent", [avait] assuré (...) le premier ministre Ahmet Davutoglu à son arrivée à Bruxelles. » (*Le Figaro, Jean-Jacques Mével, 30/11/2015*) « "Je remercie tous les leaders européens pour ce nouveau début", déclarait le chef du gouvernement turc. » (*Le Figaro, Edouard de Mareschal, 30/11/2015*) « "Dans les années à venir, l'adhésion à l'UE ne sera plus un rêve mais une réalité", a-t-il même célébré. » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Baptiste Chastand, 30/11/2015*) Par ailleurs, « M. Davutoglu a annoncé que les dirigeants de l'UE s'étaient également accordés sur le principe de l'organisation de deux sommets Union/Turquie chaque année. » (*Le Figaro.fr, Le Monde.fr, AFP, 29/11/2015*)

« Le président de la République, François Hollande, a estimé de son côté, qu'il n'y avait "pas de raison" d'"accélérer" ou de "ralentir" le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. "Cette question n'a pas changé" et "les conditions n'ont pas été modifiées", a déclaré le chef de l'Etat français devant la presse. » (*Le Figaro.fr, Le Monde.fr, AFP, 29/11/2015*)

L'ouverture de nouveaux chapitres de négociations et la promesse d'une exemption de visa sont toutefois considérés par certains européens comme des « concessions politiques majeures » « pour un bénéfice incertain ». (*Le Figaro, Jean-Jacques Mével, 30/11/2015*)

2. Dossier du mois : la crise russo-turque au coeur du conflit syrien

La destruction d'un chasseur bombardier russe par l'armée turque au retour d'une mission de combat à la frontière turco-syrienne mardi 24 novembre a provoqué une grave crise diplomatique entre la Turquie et la Russie.

« Les deux pilotes du SU-24 ont pu s'éjecter avant le crash, mais l'un d'eux est mort "dans les airs alors qu'on lui tirait dessus depuis le sol", selon Moscou. Le second a été récupéré par l'armée syrienne et a regagné sa base. Un troisième soldat russe a été tué dans les opérations déclenchées par hélicoptère pour leur porter secours, après avoir essuyé des tirs de rebelles syriens. Il s'agit des premières victimes militaires russes depuis l'intervention déclenchée par le Kremlin en Syrie le 30 septembre. » (*Le Monde, Isabelle Mandraud et Marie Jégo, 25/11/2015*)

Les versions des deux pays divergent sur l'incident

« Les récits de l'incident faits par Moscou et Ankara divergent radicalement. » La Turquie affirme que l'avion russe « était entré dans son espace aérien et qu'il avait été averti "dix fois en cinq minutes" avant qu'elle n'ouvre le feu. » Quant à la Russie, elle accuse la Turquie « d'avoir délibérément visé son avion en Syrie » et « assure que son appareil survolait le territoire syrien et qu'il n'a jamais été mis en garde avant d'être touché. » (*Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 27/11/2015*) (*Le Figaro, 30/11/2015*)

Dès le lendemain de l'incident, « la Turquie, accusée par Moscou de "provocation planifiée" (...) a rendu public l'enregistrement de ce qu'elle a présenté comme les avertissements adressés aux pilotes (...). "Ici l'armée de l'air turque. Vous approchez de l'espace aérien turc. Dirigez-vous vers le sud immédiatement", peut-on entendre sur l'un de ces enregistrements. » (*L'Obs, AFP, 25/11/2015*)

Par ailleurs, l'armée turque annonce dans un communiqué « avoir pris contact avec les autorités militaires russes à Moscou et se dit prête à "toutes les formes de coopération". (...) Elle indique en outre avoir invité des attachés militaires russes à son quartier général pour leur expliquer que les pilotes turcs ont agi conformément aux règles d'engagement parce que leurs sommations sont restées sans réponses. L'état-major ajoute que les forces turques ont déployé de gros efforts pour porter secours aux pilotes de l'avion abattu. » (*Lefigaro.fr avec AFP, 25/11/2015*)

« "Si nous avions su que c'était un avion russe, peut-être y aurait-il eu des mises en garde de nature un peu différente", a déclaré jeudi [26 novembre] le président turc, Recep Tayyip Erdogan, sur France 24, "on aurait peut-être pu empêcher autrement cette violation de l'espace aérien". » (*Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 27/11/2015*)

« "Il n'y a pas eu de tentatives de l'avion turc d'établir la communication ou un contact visuel avec l'équipage russe", a répliqué le général Sergueï Roudskoï, qui a accusé les jets turcs d'avoir eux-mêmes violé l'espace aérien syrien pour abattre l'avion russe. Vladimir Poutine a précisé jeudi que la Russie avait informé les Etats-Unis du lieu et du moment du passage de son avion, et estimé que la Turquie ne pouvait ignorer sa nationalité. » (*Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 27/11/2015*)

« Ce n'est pas la première fois, en effet, que Moscou est accusé de violer l'espace turc. Depuis le début de l'intervention militaire russe aux côtés du président Bachar el-Assad fin septembre, les incidents à la frontière se multiplient entre Ankara et Moscou. Le 3 octobre, une escalade avait été évitée de justesse: des chasseurs turcs avaient intercepté un avion militaire russe engagé en Syrie qui avait violé leur espace aérien, en le forçant à faire demi-tour. Moscou s'était alors justifié en évoquant de "mauvaises conditions météorologiques". Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, avait pour sa part appelé "la Russie à pleinement respecter l'espace aérien de l'Otan et à éviter une escalade des tensions avec l'Alliance". Le 16 octobre, l'armée turque a également abattu un drone de fabrication russe qui avait pénétré dans le ciel turc. La tension entre les deux pays s'était encore renforcée ces derniers jours, après une série de bombardements russes qui, d'après Ankara, ont visé des villages de la minorité turcophone de Syrie. Vendredi [20 novembre], l'ambassadeur russe avait même été convoqué par les autorités turques. Une mise en garde, avait prévenu Ankara, contre les "sérieuses conséquences" de cette opération. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 25/11/2015*) « En visant les zones peuplées par les Turkmènes, la Russie est accusée une fois de plus de chercher à affaiblir les ennemis du régime syrien plutôt que de s'engager réellement dans la lutte contre Daech. » (*LePoint.fr, Quentin Raverdy, 24/11/2015*)

Un apaisement des tensions est-il possible ?

« Tout en assurant qu'il n'y aurait pas de guerre entre les deux pays, Vladimir Poutine s'est empressé de qualifier l'incident de "coup de poignard dans le dos". » (*Libération, Veronika Dorman, 27/11/2015*)

Par ailleurs, « des membres du gouvernement russes ont accusé des représentants de l'Etat turc de trafiquer du pétrole produit par l'EI. » (*Le Monde.fr avec AFP et Reuters, 27/11/2015*) Le Président russe accuse la Turquie de soutenir l'EI « en fermant les yeux sur le trafic de pétrole en provenance des zones contrôlées par Daech. En retour, le président turc a fait état de documents établissant que des compagnies russes et l'État islamique vendent du pétrole au régime syrien. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 30/11/2015*) « La Russie accuse en outre la Turquie (...) d'avoir partie liée avec l'EI. "Un flux de combattants s'est mis en place via la Turquie dans différentes directions" », a affirmé le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov vendredi 27 novembre. (*Le Figaro.fr avec AFP, 28/11/2015*)

« La Turquie a fermement défendu jeudi [26 novembre] son engagement "incontesté" contre les jihadistes en réponse aux accusations de complaisance lancées par la Russie et exclu de s'excuser auprès d'elle (...). Lors d'un discours à Ankara, le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a catégoriquement démenti que son pays laissait transiter ou bénéficiait des ventes de pétrole du groupe Etat islamique (EI). "Ceux qui nous accusent d'acheter du pétrole à Daech (acronyme arabe de l'EI) ont l'obligation de prouver leurs allégations. Si non, vous êtes des calomnieurs", a lancé M. Erdogan. » (*La Tribune.fr, AFP, 26/11/2015*)

La Turquie cherche toutefois à renouer les contacts avec la Russie pour apaiser les tensions. « Dans une tribune publiée vendredi [27 novembre] par le quotidien britannique The Times, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu assure qu'Ankara va œuvrer avec la Russie et ses alliés pour désamorcer la crise. Erdogan a téléphoné à Poutine sept ou huit heures après l'incident, a confirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. "Jusqu'à maintenant, M. Poutine n'a toujours pas répondu à mon appel", a indiqué le président turc, dans une interview accordée à France 24. » (*Les Echos, Reuters, 27/11/2015*)

« Vladimir Poutine a par ailleurs refusé la rencontre proposée par son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à l'occasion de l'ouverture de la COP21, lundi [30 novembre] à Paris, au motif que Ankara a refusé de présenter des excuses à Moscou. » (*LaTribune.fr, avec AFP et Reuters, 27/11/2015*) « "Aucun premier ministre turc, aucun président, aucune autorité ne s'excusera", a déclaré Ahmet Davutoglu après avoir rencontré le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, à Bruxelles. » (*Lefigaro.fr avec AFP, 30/11/2015*)

La Russie annonce une série de sanctions économiques contre la Turquie

Le Président russe Vladimir Poutine a adopté, samedi 28 novembre, par décret une série de sanctions économiques contre la Turquie.

Ces mesures préparées par le gouvernement russe, « "visant à assurer la sécurité nationale et celle des citoyens russes" [comprennent notamment] : interdiction des vols charters entre la Russie et la Turquie; rétablissement du régime des visas entre les deux pays; davantage de contrôles sur le territoire russe pour les compagnies aériennes turques; interdiction aux employeurs russes d'embaucher des travailleurs turcs à partir du 1er janvier 2016; limitation de la possibilité pour les organisations "sous juridiction turque" de travailler sur le territoire russe; interdiction ou limitation (...) "des importations de certains types de marchandises venant de la République turque", d'après une liste définie par le gouvernement russe dont la composition n'a pas été rendue publique. » (*Le Figaro.fr avec AFP 28/11/2015*) « La Russie a [même] interdit à ses clubs de football professionnels de recruter des joueurs turcs au prochain marché des transferts. » (*Le Figaro, Gilles Festor, 30/11/2015*)

« Les sanctions imposées par la Russie à la Turquie (...) seront limitées aux produits agricoles et n'entreront peut-être pas en vigueur avant plusieurs semaines, ont déclaré [le 30 novembre] des responsables russes. Le vice-Premier ministre Arkadi Dvorkovitch a expliqué lors d'une réunion gouvernementale que Moscou pourrait repousser la mise en oeuvre des sanctions visant les fruits et légumes pour ne pas renforcer les tensions inflationnistes en Russie. » (*Lefigaro.fr avec Reuters, 30/11/2015*) « Les autorités russes interdisent déjà les importations de produits agricoles des pays membres de l'Union européenne en riposte aux sanctions adoptées par cette dernière en raison du conflit dans l'est de l'Ukraine. » (*Lefigaro.fr avec Reuters, 30/11/2015*)

« Du côté de Moscou, les mesures de représailles semblent, elles, mettre à l'écart la menace énergétique, le gel du projet de construction du gazoduc Turkish Stream ne figurant pas sur la liste des sanctions. La Russie n'envisage pas, non plus, de renoncer aux contrats engagés avec Ankara. "Il ne pouvait en être autrement", insiste le vice-ministre turc de l'Énergie, Anatoli Ianovski, cité par l'agence Itar-Tass. Gazprom, qui a fermé le robinet à l'Ukraine à cause d'impayés, ne peut se permettre de perdre un autre client, d'autant plus que la Turquie demeure, après l'Allemagne, le deuxième consommateur de gaz russe. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 30/11/2015*)

« "Nous espérons que la Russie reconsidérera" les sanctions économiques décrétées par Moscou "car elles sont contraires à nos intérêts à tous les deux" » a déclaré le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. (*Lefigaro.fr avec AFP, 30/11/2015*)

« Avant que les autorités ne parlent de représailles, certains distributeurs avaient commencé à refuser des produits turcs. Sur les réseaux sociaux se multipliaient également les appels au boycott de tout ce qui provient du pays (soit beaucoup de choses en Russie, des baskets aux tomates, en passant par les meilleures offres de voyage). D'ores et déjà, les tour-opérateurs annulent massivement les voyages vers les stations balnéaires turques, première destination touristique des Russes, après une simple

“recommandation” du ministère des Affaires étrangères de s’abstenir de se rendre en Turquie à cause de la menace terroriste. » (*Libération, Veronika Dorman, 27/11/2015*)

La Turquie a de son côté aussi « recommandé à ses citoyens d’éviter tout déplacement non urgent en Russie. » (*Le Monde.fr avec AFP, 29/11/2015*) « Le soir même de l’incident, l’ambassade de Turquie à Moscou a été prise d’assaut par une centaine de manifestants énervés, puis attaquée à coups de pierres. Par ailleurs, le drapeau turc flottant au-dessus d’une usine de bière Efes à Oulianovsk (à 900 km de Moscou) a été arraché par une foule de jeunes et remplacé par le tricolore russe et l’étendard des paras. » (*Libération, Veronika Dorman, 27/11/2015*) « Des jeunes militants du parti Rodina, une formation nationaliste fondée par le vice-Premier ministre Dmitri Rogozine, ont ainsi déposé vendredi [27 novembre] un cercueil avec une poupée à l’effigie du président Erdogan près de l’ambassade de Turquie à Moscou. Un autre mannequin représentant le dirigeant turc a été brûlé par des jeunes en Crimée. » (*Le Figaro.fr avec AFP 28/11/2015*)

Le différend russo-turc, une menace pour le projet de “grande coalition contre Daesh” ?

« Le président turc Recep Tayyip Erdogan a convenu avec son homologue américain Barack Obama de “l’importance de désamorcer les tensions” (...) a annoncé la présidence turque après un entretien téléphonique entre les deux dirigeants. (...) Barack Obama a souligné lors de cet échange que le droit de la Turquie de défendre sa souveraineté était “soutenu par les Etats-Unis et l’Otan”, selon le communiqué. » (*Lefigaro.fr avec AFP, 25/11/2015*)

Le Président américain a partagé, avec le Président français François Hollande, les mêmes messages lors de leur rencontre à la Maison Blanche. « Le chef de l’État français a affirmé que “toute escalade (...) serait extrêmement dommageable par rapport à la seule cause qui convienne, qui est de lutter contre le terrorisme et contre Daech”. Le président américain a estimé, de son côté, que “la Turquie, comme tous les pays, a le droit de défendre son intégrité territoriale et son espace aérien”. “Il est important de nous assurer que les Russes et les Turcs (...) prennent bien entendu des mesures pour éviter que la situation dégénère”, a déclaré Barack Obama. » (*Le Figaro, Marine Chassagnon et AFP agence, 24/11/2015*)

« Cet incident aérien, le plus sérieux jamais intervenu entre la Russie et un pays membre de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN), a mis à mal le projet de «grande coalition unique» contre l’organisation Etat islamique (EI) prôné par François Hollande. » (*Le Monde.fr, avec AFP, 26/11/2015*) « Faute de “coalition”, la perspective est plutôt celle d’une “coordination” internationale, a d’ailleurs concédé Manuel Valls, mardi [24 novembre], lors de la séance des questions au gouvernement à l’Assemblée nationale. » (*Le Figaro, Alain Barluet, 25/11/2015*) Lors de leur rencontre le 26 novembre à Moscou, François Hollande et Vladimir Poutine ont d’ailleurs affirmé « leur souhait commun d’intensifier les échanges de renseignements pour être plus efficaces dans leurs frappes contre Daech en Syrie (...) [et] de combattre Daech en préservant les groupes armés locaux qui luttent contre l’Etat islamique. » (*l’attribution.fr, 27/11/2015*) La Russie soutient par ailleurs la proposition du président français « de fermer la frontière turco-syrienne ». (*Le Figaro.fr avec AFP, 28/11/2015*)

Un regard sur le contexte historique

« Jamais depuis la Première Guerre mondiale, les tensions entre la Turquie et la Russie n’ont atteint un niveau aussi élevé. (...) Mais, comme le font remarquer Fiona Hill et Kemal Kirişci, experts à la Brookings Institution, les deux pays ont une longue histoire conflictuelle. Tout au long de la guerre froide, ils se sont fait face le long d’une frontière séparant le bloc soviétique de celui abritant l’Alliance Atlantique. Sans oublier que du XVIe au début du XXe siècle l’Empire ottoman et la Russie se sont livrés à une bonne douzaine de guerres. Cette fois-ci encore, en plein conflit syrien ils se retrouvent dans deux camps opposés. Vladimir Poutine soutient Bachar Al Assad, Recep Tayyip Erdogan, l’opposition au régime baasiste de Damas. » (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 27/11/2015*)

« Si jusque-là Ankara et Moscou avaient réussi à mettre de côté leurs nombreux différends historiques et politiques pour privilégier les affaires, la situation semble désormais plus délicate. Une page pourrait se tourner, estime Suat Kiniklioglu, directeur exécutif du Center for Strategic Communication (CSC), un think

tank basé à Ankara: "On a vu par le passé que les deux acteurs avaient été capables de compartimenter leurs divergences concernant la Syrie, mais même s'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, ce qui s'est passé aujourd'hui est beaucoup plus sérieux."» (*LePoint.fr*, *Quentin Raverdy*, 24/11/2015)

Dorothee Schmid, responsable du programme "Turquie contemporaine" à l'IFRI revient sur la politique extérieure du « zéro problème » avec les voisins, théorisée par Ahmet Davutoğlu et qui avait été largement perçue comme un « néo-ottomanisme ». « "Erdogan a rêvé d'effacer la frontière avec la Syrie en comptant sur différentes communautés disséminées dans la région", souligne ainsi Dorothee Schmid. (...) Ce qui explique sa décision de supprimer les visas avec la Syrie en 2009 et avec l'Irak en 2008 (...) [et sa volonté] d'empêcher la formation d'une entité kurde à cheval entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. (...) Mais Erdogan va plus loin encore, [selon la chercheuse]. En défendant les Turkmènes contre d'éventuels attaques russes, il tente d'"ethniciser" le conflit. » (*Les Echos*, *Jacques Hubert-Rodier*, 27/11/2015)

3. International

Soutien de la Turquie à la France après les attentats de Paris

La Turquie a témoigné son soutien après les attentats du 13 novembre à Paris. Lors de son entretien téléphonique avec le Président français François Hollande samedi 14 novembre, le Président de la République turc Recep Tayyip Erdoğan a « "exprimé sa consternation" et indiqué que les sanglantes attaques de Paris seraient discutées "en priorité" » au sommet G20 à Antalya. (*AFP*, 14/11/2015)

« Selon le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, "ces attentats ne visaient pas que le peuple français, mais toute l'humanité, la démocratie, les libertés et les valeurs universelles". "La Turquie coopère pleinement avec la France et d'autres pays alliés dans la lutte contre le terrorisme et nous combattons avec une détermination totale", ajoute-t-il dans un communiqué.» (*L'Opinion*, *Reuters*, 14/11/2015)

« La Turquie affirme avoir expulsé plus de 2.300 jihadistes présumés depuis 2014. » (*AFP*, 06/11/2015)

La lutte contre le terrorisme, priorité du sommet G20 en Turquie

La Turquie a accueilli le sommet G20 les 15 et 16 décembre à Antalya, avec à l'ordre du jour notamment la lutte contre le terrorisme, la guerre en Syrie, la crise des réfugiés, le climat et divers sujets économiques.

« Les dirigeants du G20 ont affirmé leur détermination à frapper "très fort" contre la menace jihadiste. (...) "Cette attaque terroriste n'est pas seulement dirigée contre le peuple français mais contre toute l'humanité (...) comme vous le savez, le terrorisme ne fait pas de différence entre les religions, les races, les nations ou les pays, a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan à l'issue d'un entretien bilatéral avec Barack Obama. D'une même voix, le président américain a promis de «redoubler d'efforts (...) pour assurer une transition pacifique en Syrie et pour éliminer Daech". Vladimir Poutine, dont l'aviation militaire intervient en Syrie en soutien au régime de Damas, a promis d'œuvrer dans le même sens. "On ne peut maîtriser la menace terroriste (...) que si toute la communauté internationale unit ses efforts", a-t-il lancé.» (*LeParisien.fr*, 15/11/2015)

« La France voudra des décisions concrètes en matière de lutte contre le financement du terrorisme », a ainsi déclaré Michel Sapin, ministre français des Finances qui représentait la France avec le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius lors du sommet. (*LeParisien.fr*, 15/11/2015)

4. Union européenne

Le rapport de progrès annuel de la Commission Européenne sur la Turquie

La commission européenne a rendu public mardi 10 novembre le rapport annuel sur les progrès de la Turquie vers une adhésion à l'UE dont la publication était initialement prévue début octobre mais qui a été reportée après les législatives anticipées du 1er novembre en Turquie. Le rapport a été présenté devant le Parlement européen par le commissaire à l'Elargissement Johannes Hahn.

« L'engagement démocratique de la Turquie est désormais "contrebalancé par l'adoption de lois contraires aux normes européennes regardant l'état de droit, la liberté d'expression et la liberté de réunion", conclut la commission Juncker dans cette évaluation. » (*LeFigaro.fr, Jean-Jacques Mevel, 10/11/2015*)

« Dans son rapport, (...) la Commission a relevé une "tendance négative" pour l'Etat de droit en Turquie et de "graves reculs" sur la liberté d'expression, "sur les deux dernières années".» (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, 11/11/2015*) « Bruxelles dénonce en particulier "le rétrécissement de l'indépendance de la justice et du principe de séparation des pouvoirs (...), les juges et les magistrats se retrouvant sous une pression politique accrue". La commission manifeste aussi une "inquiétude considérable" devant les procédures pénales engagées contre les journalistes et les auteurs, notamment sur internet. Elle dénonce enfin "le pouvoir discrétionnaire accru" et incontrôlé des services de sécurité. » (*LeFigaro.fr, Jean-Jacques Mevel, 10/11/2015*)

« L'exécutif bruxellois s'est aussi ému que "le règlement de la question kurde soit à l'arrêt", ajoutant qu'il "est impératif que les pourparlers de paix reprennent".» (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, 11/11/2015*)

« Le document regrette également de façon voilée le pouvoir excessif exercé par le président Recep Tayyip Erdogan "critiqué pour être allé au-delà de ses prérogatives constitutionnelles" (...).» (*Les Echos, Renaud Honoré, 12/11/2015*)

« Les critiques sont "injustes et même disproportionnées", a immédiatement réagi le ministère turc des Affaires européennes, qualifiant en outre d'"inacceptables" les commentaires sur les pouvoirs exercés par le président islamocconservateur Recep Tayyip Erdogan. " (...) Le ministère a [par ailleurs] souligné que le gouvernement avait fait adopter plusieurs réformes pour renforcer un pouvoir judiciaire "indépendant et objectif" et la liberté d'expression en général. Mais il a également affirmé prendre note des "critiques justes et raisonnables" de Bruxelles. » (*AFP, 10/11/2015*)

« Bruxelles salue en revanche les efforts d'Ankara en ce qui concerne l'accueil des réfugiés syriens.» (*Reuters, 10/11/2015*) « "L'Union est le partenaire le plus important et le plus fiable de la Turquie, qui a tout intérêt à se rapprocher de nous", a justifié le commissaire à l'élargissement. » (*Le Monde, Cécile Ducourtieux, 11/11/2015*)

Dès la présentation du rapport, le commissaire Hahn s'est rendu en Turquie en compagnie du vice-président Frans Timmermans afin de reprendre les négociations sur le plan d'action entre l'UE et Ankara. (*Les Echos, Renaud Honoré, 12/11/2015*)

« Le Parlement européen récompense le film franco-turc Mustang »

« Mardi [24 novembre] à Strasbourg, le Parlement européen a décerné le prix Lux au film franco-turc Mustang. Ce prix, remis chaque année, a pour vocation de célébrer la diversité et la pertinence sociale du cinéma européen. Dans son discours d'acceptation, la réalisatrice, Deniz Gamze Ergüven a estimé que "l'écho donné au travers de ce prix apporte un questionnement supplémentaire au sujet du film". Mustang suit le temps d'un été, le parcours de cinq sœurs éprises de liberté. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Farida Ouriachi, Nolwenn Brossier, 27/11/2015*)

5. Turquie

Les élections législatives anticipées du 1er novembre

« Le Parti de la justice et du développement (AKP), qui avait perdu sa majorité absolue lors des élections de juin, a largement remporté le scrutin anticipé du 1er novembre ». (*AFP, 01/11/2015*) Comme les prévisions des sondages le donnant en tête mais sans majorité, les résultats ont suscité la surprise.

« Avec 49,5% des suffrages et 317 députés, l'AKP est à nouveau seul aux commandes, devant le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) avec 25,3% des voix et 134 sièges, le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) avec 10,7% et 59 sièges et le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite) avec 11,9% et 40 sièges. » (*Libération, AFP, 17/11/2015*)

Le scrutin a enregistré un taux de participation de 87%, un nouveau record, ainsi que près de 44% à l'étranger. « Du côté de la France, l'AKP a recueilli autour de 56,5% des voix. Le HDP avoisine pour sa part les 27%, loin devant le CHP et le MHP avec leurs scores respectifs de 9 et 5,2 %.» (*Lepetitjournal.com/istanbul, Nolwenn Brossier, 02/11/2015*) (*Reuters, 01/11/2015*)

« Les femmes ne devraient représenter que 14% des députés turcs, contre 18% dans la précédente assemblée, une baisse qui s'explique en partie par la baisse de deux points du HDP (...) et par le fait que l'AKP a présenté cette fois-ci bien moins de femmes à la députation. » (*Ouest France, Reuters, 02/11/2015*)

Les nouveaux députés ont prêté serment le 17 novembre. Le candidat de l'AKP, Ismail Kahraman, considéré comme un proche allié politique du Président Recep Tayyip Erdogan, a été élu dimanche 22 novembre président de l'Assemblée nationale. (*Reuters, 22/11/2015*)

Vers une nouvelle Constitution?

« "Aujourd'hui est un jour de victoire", s'est réjoui le Premier ministre sortant et chef de l'AKP, Ahmet Davutoglu » au soir des élections. (*Le Point.fr, AFP, 02/11/2015*) « Un peu plus tard dans la soirée, Recep Tayyip Erdogan s'est à son tour félicité de cette victoire. Les électeurs turcs se sont prononcés "en faveur de l'unité et de l'intégrité" de la Turquie, a-t-il déclaré. "Notre peuple a clairement exprimé lors des élections du 1er novembre qu'il préférerait le service et les projets à la polémique".» (*Le Figaro, Delphine Minoui, 02/11/2015*)

« M. Erdogan a d'ores et déjà annoncé son intention de réformer la Constitution actuelle, avec l'ambition de transférer au chef de l'Etat l'essentiel du pouvoir exécutif actuellement confié au Premier ministre. » (*Libération, AFP, 24/11/2015*) « "Les élections du 1er novembre ont inauguré quatre années de stabilité et de confiance. Faisons de cette période un moment de réformes, donnons la priorité à une nouvelle constitution", a déclaré le président Erdogan. » (*Ouest France, Reuters, 10/11/2015*)

Le projet d'une nouvelle Constitution est également soutenu par le Premier ministre Davutoğlu. Mais, pour le réaliser, « il manque à l'AKP au moins treize sièges afin d'atteindre le seuil parlementaire des 3/5e nécessaires pour convoquer un référendum.» (*Libération, AFP, 17/11/2015*)

« L'opposition est catégoriquement contre ce projet, qui illustre selon elle la dérive autoritaire de M. Erdogan. » (*Libération, AFP, 24/11/2015*)

Une victoire accueillie comme l'expression du désir de stabilité

Le succès de l'AKP « a été unanimement accueilli comme l'expression du désir de stabilité des électeurs turcs. » (*L'Express.fr, AFP, 02/11/2015*)

« Dans un climat de tensions marqué par la reprise du conflit kurde et la menace jihadiste venue de Syrie, MM. Erdogan et Davutoglu se sont posés en seuls garants de l'unité et de la sécurité du pays sur le thème "l'AKP ou le chaos". » (*Le Progres.fr, AFP, 01/11/2015*) Selon Frédéric Pons, en jouant « sur la menace terroriste et l'ambiance de guerre (...) Erdogan a mené une campagne sur deux axes : la peur du terrorisme et le recours à un pouvoir protecteur. » (*Valeurs Actuelles, Frédéric Pons, 05/11/2015*)

« Pour le politologue turc, Ahmet Insel, si le président turc Recep Tayyip Erdogan a remporté la majorité aux législatives de dimanche, c'est grâce à sa stratégie "moi ou le chaos". » (*LeFigaro.fr, 02/11/2015*) « Le HDP a perdu des voix car il n'a pas su se distinguer suffisamment du PKK », analyse Ahmet Insel. Ces résultats s'expliquent en effet par la peur d'une grande partie de l'électorat d'un retour au chaos dont a usé et abusé l'AKP pendant la campagne électorale. » (*Liberation.fr, Ragip Duran, 02/11/2015*) Selon Insel, « les scènes de violence dans les villes kurdes, les déclarations autonomistes de certains dirigeants du PKK (...) ont aussi effrayé la classe moyenne kurde, qui s'est détourné du (...) HDP. Le PKK est donc en partie responsable de l'échec du HDP. » (*LeFigaro.fr, 02/11/2015*)

« "Le reflexe sécuritaire a joué", explique le politologue et économiste Seyfettin Gursel pour expliquer la montée des voix de l'AKP, rappelant les attentats qui ont ensanglanté le pays depuis juin : celui de Suroç (35 morts) dans le sud-est et d'Ankara (102 morts), tous deux visant des manifestations de gauche et des Kurdes et commis par de jeunes Kurdes jihadistes liés à l'Etat Islamique, qui n'a pourtant revendiqué aucun de ces deux carnages. » (*Liberation.fr, Ragip Duran, 02/11/2015*) En référence aux nombreuses attaques contre ses militants, le co-président du HDP, Selahattin Demirtas avait déclaré que « ces élections n'étaient pas équitables » et que le HDP « a été la cible constante de l'AKP » et qu'il « n'a pas pu faire campagne ». (*LePoint.fr, Quentin Reverdy, 02/11/2015*)

« "L'AKP a atteint l'ensemble de ses objectifs en regagnant notamment les voix des nationalistes du MHP perdues lors des dernières élections" » analyse aussi l'économiste et politologue Seyfettin Gursel. » (*Libération, Ragip Duran, 01/11/2015*) Sinan Ülgen, président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM) partage le même opinion: « "Le discours de stabilité, autour des questions de sécurité, prôné par le gouvernement a su séduire les électeurs du parti nationaliste MHP." » (*LePoint.fr, Quentin Reverdy, 02/11/2015*)

« La rhétorique "toutsécuritaire" prônée par l'AKP n'a pas eu seulement raison des nationalistes (...). La frange conservatrice et religieuse de la population kurde, elle aussi, s'est ralliée au parti conservateur et a fait défection au parti HDP, » l'ancien député CHP Aykan Erdemir. (*LePoint.fr, Quentin Reverdy, 02/11/2015*) « "La violence du PKK semble avoir beaucoup coûté au HDP et porté Erdogan à la victoire" » ajoute par ailleurs Erdemir. (*Le Progres.fr, AFP, 01/11/2015*)

« La victoire de l'AKP ne s'explique pas seulement par un vote "conservateur", mais aussi par l'appropriation des institutions et des ressources de l'Etat par le parti au pouvoir » souligne Benjamin Gourisse, Maître de conférences à l'université Paris-Dauphine. (*Libération, 05/11/2015*)

« Le chef de l'État turc jouait non seulement son avenir politique, mais aussi sa survie judiciaire depuis la révélation, en novembre 2013, d'affaires de corruption dans lesquelles lui et son entourage seraient impliqués. » (*Mediapart, Alain Devalpo, 02/11/2015*) « Erdogan a joué son va-tout » écrit Cengiz Aktar, spécialiste des questions européennes, professeur à Istanbul Policy Center. « Du coup l'enjeu de cette consultation a fini par prendre la forme d'un plébiscite : pour ou contre celui qui l'a imposé. » (*Liberation.fr, 02/11/2015*)

Les réactions internationales

« La position d'Erdogan s'est aussi beaucoup affaiblie depuis l'époque où il était salué comme un réformateur à Bruxelles et à Washington. Mais en raison de l'importance de la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan, il reste incontournable. "Son image est certes moins bonne mais il reste fort en interne et ses interlocuteurs européens ne sont pour la plupart guère mieux lotis", souligne Soli Ozel, spécialiste de politique internationale. (*Libération, Marc Semo, 02/11/2015*)

« "Les élections (...) ont réaffirmé l'engagement fort du peuple turc pour les processus démocratiques", ont affirmé dans un bref communiqué la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini et le commissaire à l'Élargissement, Johannes Hahn. "L'Union européenne va travailler avec le futur gouvernement afin d'améliorer le partenariat avec la Turquie et de continuer à faire progresser notre coopération dans tous les domaines pour le bénéfice de tous les citoyens", poursuivent les deux responsables européens. » (*AFP, 02/11/2015*)

Toutefois, la Maison blanche a exprimé au lendemain des élections, « sa profonde préoccupation au sujet des pressions que des organes de presse et des journalistes auraient subies pendant la campagne pour les élections législatives turques de dimanche. Josh Earnest, porte-parole de la présidence des Etats-Unis, a invité les autorités turques à respecter les valeurs inscrites dans leur constitution. » (*Reuters, 02/11/2015*)

« Lors du mois d'octobre, la chaîne de télévision publique TRT a offert 59 heures de temps de parole au président et à son parti, 5 heures au CHP, 1 h 10 au MHP et 18 minutes au HDP. Tous les invités politiques du média public furent des membres de l'AKP. » (*Mediapart, Alain Devalpo, 02/11/2015*)

La composition du nouveau gouvernement turc

Le Premier ministre Ahmet Davutoglu, qui a été officiellement chargé par le président Recep Tayyip Erdogan de former le 64ème gouvernement turc, a annoncé la composition de son gouvernement mardi 24 novembre. Lundi 30 novembre, le Parlement turc a accordé sa confiance au nouveau gouvernement et approuvé le programme présenté par le Premier ministre Ahmet Davutoglu. (*Reuters, 30/11/2015*)

« Cette nouvelle équipe inclut de nombreuses personnalités jugées proches de M. Erdogan. » Parmi elles figurent donc Berat Albayrak, le gendre du président, nommé à l'Energie, Efkan Ala nommé à l'Intérieur et Binali Yildirim, aux Transports. « Ancien vice-Premier ministre chargé de l'Economie et apprécié du monde des affaires, Ali Babacan ne figure pas dans le nouveau cabinet. Il est remplacé à ce poste par l'ex-ministre des Finances Mehmet Simsek, qui a lui aussi la confiance des marchés. Le portefeuille des Affaires étrangères (...) a été confié à Mevlut Cavusoglu, qui récupère un portefeuille qu'il a détenu jusqu'au mois d'août dernier. » (*AFP, 24/11/2015*)

« Le nouveau gouvernement turc a pris ses fonctions avec la volonté d'engager des réformes pour faire redécoller l'économie, (...) le Premier ministre islamo-conservateur Ahmet Davutoglu a affiché son intention de procéder "dans les six mois" à des réformes majeures pour mener la Turquie vers "un nouvel horizon". » (*AFP, 26/11/2015*)

Inculpation des journalistes d'opposition

Deux journalistes du quotidien d'opposition Cumhuriyet ayant publié le 25 mai dernier « des documents officiels et photos démontrant le transfert le 19 janvier 2014 par les camions des services de renseignement turc (MIT) d'armes cachées dans des boîtes de médicament aux djihadistes en Syrie » ont été mis en examen et écroués à la prison Silivri d'Istanbul jeudi 26 novembre. « La gendarmerie avait arrêté ces camions mais le MIT et la préfecture avaient empêché la fouille. » (*Libération, Ragıp Duran, 27/11/2015*)

Le directeur de la publication Can Dündar et le chef du bureau d'Ankara Erdem Gül, qui risquent jusqu'à 20 ans de prison, sont inculpés d'«aide à une organisation terroriste, d'espionnage politique et militaire, et de révélation d'informations devant rester secrètes.» (*Libération, Ragıp Duran, 27/11/2015*) « Instruite à l'origine par le parquet d'Ankara, la plainte accuse les deux hommes d'appartenir à "l'organisation parallèle" dirigée par le prédicateur musulman Fethullah Gülen, un ancien allié du président turc Recep Tayyip Erdogan, devenu son pire ennemi. Les prévenus "ont comploté à l'aide de fausses preuves pour faire croire que la République de Turquie aidait des organisations terroristes", dit le texte élaboré par le parquet. » (*Le Monde.fr, Marie Jégo, 27/11/2015*)

«Depuis, les réactions et les protestations se multiplient. "Nous traversons un processus anormal et nous œuvrons pour le normaliser le plus vite possible", a dit le président de la Cour de cassation. Le chef du CHP (Parti Républicain du peuple, social-démocrate), principale formation de l'opposition, Kemal Kilicdaroglu, a lui déclaré que "les journalistes arrêtés quitteront la prison la tête haute".» (*Libération, Ragıp Duran, 27/11/2015*)

« Maja Kocijancic, porte-parole de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères, a fait savoir vendredi que l'UE "suit de près une situation inquiétante". "La liberté d'expression est l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne", a-t-elle poursuivi. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a également dénoncé, dans un communiqué, les poursuites "inacceptables" contre les journalistes turcs. L'OSCE demande aux autorités turques "d'abandonner les charges et de relâcher les journalistes".» (*Le Monde.fr, Marie Jégo, 27/11/2015*)

A la veille du sommet Union Européenne -Turquie du 29 novembre à Bruxelles, «les deux journalistes ont écrit une lettre ouverte à François Hollande pour que les Vingt-Huit ne sacrifient pas la question des libertés en Turquie à un accord sur la gestion des flux de réfugiés et une intensification de la coopération sécuritaire. » (*Libération, Marc Semo, 29/11/2015*)

Le rédacteur en chef et le directeur de la publication de Nokta, Cevheri Güven et Murat Çapan, ont été inculpés et écroués pour tentative de coup d'Etat mardi 4 novembre, après que le dernier numéro magazine avait présenté en "une" le triomphe de l'AKP aux élections législatives du 1er novembre, comme « le début de la guerre civile en Turquie ». (*Le Parisien, AFP, 03/11/2015*) « En septembre, l'hebdomadaire avait été saisi, et des journalistes gardés à vue plusieurs heures après la publication, en couverture, d'un photomontage montrant Erdogan, tout sourire, prenant un "selfie" lors de funérailles de soldats qui combattaient le PKK. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 12/11/2015*)

« Depuis plusieurs années, la concentration des médias entre les mains de patrons de presse proches du pouvoir réduit le pluralisme et encourage l'autocensure. Les autorités se sont attelées à reprendre en main Internet : après des réformes draconiennes, le blocage de sites Web sans décision de justice est devenu systématique. La Turquie monopolise plus de deux tiers des demandes de retrait de contenu auprès de Twitter. Au besoin, Ankara n'hésite pas à bloquer l'intégralité de cette plateforme et de YouTube, une extrémité à laquelle ne recourait jusqu'alors qu'une poignée d'Etats parmi les plus répressifs de la planète. » écrivent dans leur tribune Christophe Deloire, Secrétaire général de Reporters sans frontières et Noam Chomsky, Professeur au Massachusetts Institute of Technology. (*LeMonde.fr, 17/11/2015*)

« D'après Reporters sans frontières, la Turquie pointe à la 149e place, sur 180, au classement mondial de la liberté de la presse établi le mois passé, derrière la Birmanie (144e) et juste devant la Russie (152e). » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 02/11/2015*)

« Assassinat » du Président du Barreau de Diyarbakır

Le Président du Barreau de Diyarbakır Tahir Elci, défenseur de la cause kurde et des droits de l'Homme, a perdu la vie samedi 28 novembre à Diyarbakır, la principale ville kurde au sud-est de la Turquie, lors d'une fusillade entre la police et des hommes armés non identifiés. Deux policiers ont également été tués durant l'échange de tirs.

L'incident a eu lieu peu après une conférence de presse organisée, en plein cœur de la vieille ville, juste à côté de l'antique minaret, « pour attirer l'attention des médias sur les dégâts infligés aux monuments lors des combats. » (*Le Monde.fr, Marie Jégo, 30/11/2015*) Ses dernières paroles furent : « "Les quatre piliers du minaret représentent les diverses religions de ce pays. Nous ne voulons plus d'accrochages et de violences en ce lieu historique ; nous voulons la paix". » (*Libération, Ragıp Duran, 29/11/2015*)

Avocat de renom et une figure de la cause kurde, il n'avait eu de cesse, ces derniers temps, d'appeler l'Etat turc, ainsi que le PKK « à faire taire leurs armes ». « "Il est plus facile de tirer des coups de feu que de faire la paix", avait-il confié au Monde lors d'un entretien réalisé le 18 octobre à Diyarbakır. Le lendemain, il avait été interpellé et inculpé pour avoir déclaré publiquement, quelques jours plus tôt, que "le PKK n'était pas une organisation terroriste". Mis en examen, il risquait jusqu'à sept ans de prison. » (*Le Monde.fr, Marie Jégo, 30/11/2015*)

« Sans qu'il soit encore possible de déterminer s'il a été spécifiquement visé ou victime d'une balle perdue », les autorités turques affirment « que le bâtonnier a pu être pris entre deux feux ». (*Libération, Ragıp Duran, 29/11/2015*) (*Leparisien.fr, AFP, 29/11/2015*) Cependant, « les circonstances de sa mort nourrissent les suspicions contre le gouvernement d'Ankara. » (*Paris Match, AFP, 29/11/2015*)

Le Parti démocratique des peuples (HDP) « a réclamé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur le décès de Tahir Elci. (...) "Le rapport d'autopsie et les images des caméras de surveillance montrent qu'Elci a été tué par un tir de la police", écrit Danis Bestas, député du HDP, dans un courrier électronique adressé au ministère de l'Intérieur. "La séquence montre un individu courant en direction de Tahir Elci et la police ouvrant le feu sur cette personne. On peut voir un policier en civil vêtu de marron tirer en direction de Tahir Elci puis regarder vers la caméra pour voir s'il est filmé", ajoute-t-il. » (*Reuters, 30/11/2015*)

3. Economie

La livre turque et la Bourse en hausse après la victoire de l'AKP aux élections

Après la victoire de l'AKP aux élections législatives du 1er novembre, « à la Bourse turque, l'indice Bist 100 [s'est envolée] de 5,46 % en milieu d'après-midi, sa meilleure performance depuis presque deux ans et réduit sa perte depuis le début de l'année à 2,32 %, bien mieux que l'indice émergent de la société MSCI (-11,3 %). Du côté des changes, la livre turque [s'est appréciée] de 3,5 % à 2,8148 livres pour un dollar. » (*LesEchos.fr, Pierrick Fay, 02/11/2015*)

« "Bien qu'inattendue, la victoire de l'AKP pourrait être le résultat optimal en termes économiques à moyen terme, ainsi que pour l'évolution des actifs financiers en Turquie", estime Roxana Hulea à la Société Générale. Mais, pour Salman Ahmed, chez Lombard Odier IM, au-delà de la "réaction positive et impulsive" des marchés, cette victoire, "contribue, certes, à réduire l'incertitude à court terme, mais elle risque aussi d'accroître les divisions sociales", notamment concernant les projets de réformes constitutionnelles. » (*Les Echos, Pierrick Fay, Yves Bourdillon, 03/11/2015*) « "Les marchés constatent la fin de cette période d'incertitude politique mais, à plus longue échéance, la dérive autoritaire du pouvoir turc soulève de nombreuses questions alors que la croissance flanche dans le pays", souligne ainsi Aurel BGC » (*LesEchos.fr, Pierrick Fay, 02/11/2015*)

« Le nouveau gouvernement turc a pris ses fonctions avec la volonté d'engager des réformes pour faire redécoller l'économie, mais (...) le départ de l'ancien vice-Premier ministre chargé de l'Economie Ali Babacan, présent depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 et apprécié du monde des affaires, est "le principal problème du nouveau cabinet", a relevé Gökçe Celik, de la Finansbank. Pour lui succéder, M. Davutoglu a retenu à sa place une autre figure appréciée du monde des affaires, Mehmet Simsek. Mais sa présence n'a pas suffi à les rassurer. "Il n'est pas certain que Simsek seul puisse parer aux possibles critiques virulentes à l'encontre de la Banque centrale et rassurer les marchés qui s'inquiètent de l'indépendance de la politique monétaire", a ajouté Mme Celik. » (AFP, 26/11/2015)

Le contexte géopolitique pèse sur la livre turque et la Bourse turque

Suite au regain de tensions entre la Turquie et la Russie, la devise turque a perdu 0,93% à 0,3476 dollar. « Vendredi [27 novembre], elle s'échangeait à 2,9239 livres pour un dollar, en repli hebdomadaire de 2,2%. » (AOF, 27/11/2015) Par ailleurs, « l'indice Bist 30 de la Bourse d'Istanbul a chuté mardi [24 novembre] de 4,39 %. » (Les Echos, 25/11/2015)

Pegasus Airlines signe un contrat avec CFM International

CFM International, co-détenu par la société américaine General Electric et la société française Snecma (Safran) a obtenu « un contrat de 465 M€ pour assurer la maintenance, pendant huit ans, des équipements de la compagnie aérienne turque Pegasus Airlines. La signature, intervenue vendredi 13 novembre 2015 (...) prévoit quatre-vingt-dix visites en atelier pour les appareils B-737 de Pegasus mais aussi l'achat de quatre moteurs CFM56-7 B de rechange. Ce contrat s'inscrit dans la relation qu'entretiennent les deux partenaires depuis la création de la compagnie aérienne en 1990. Les moteurs de CFM équipent tous les appareils de la flotte Pegasus, soit cinquante-sept Boeing et neuf Airbus. Pegasus Airline, fort de ses 103 destinations à travers notamment l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, réalise en 2014 un chiffre d'affaires de 3,1 mrd de livres turques (1 mrd €). (...) [Le] chiffre d'affaires [de CFM] s'élève à 1,5 mrd € en 2014 » (Economstrum.info, 13/11/2015)

« L'industrie automobile turque relève ses prévisions annuelles »

« L'industrie automobile turque a relevé ses objectifs de production et d'exportations pour l'ensemble de l'année, étant ainsi bien partie pour inscrire de nouveaux records à la faveur de la reprise du marché en Europe occidentale et d'investissements qui ont augmenté ses capacités. L'association des fabricants d'automobiles (OSD) a ainsi porté son objectif de production à entre 1,325 et 1,35 million de véhicules, contre un chiffre de 1,225 million retenu en juillet. Les exportations sont désormais vues à entre 950.000 et 970.000 contre 925.000 précédemment. Les constructeurs automobiles présent en Turquie ont investi un total de 4,5 milliards de dollars (4,2 milliards d'euros) sur la période 2013-2014 pour augmenter les capacités de production et lancer de nouveaux modèles à destination aussi bien du marché local qu'à l'exportation. Les ventes de voitures neuves en Europe occidentale ont augmenté de 8,8% sur les neuf premiers mois de l'année, selon les chiffres de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Les principaux constructeurs présents en Turquie sont Toyota, Renault avec sa coentreprise Oyak Renault, Fiat Chrysler avec sa filiale Tofas, Ford Otosan et Hyundai. » (Reuters, 15/11/2015)

« La Turquie annule un contrat de missile attribué à la Chine »

« La Turquie a (...) annulé un appel d'offres portant sur un système de missiles de défense de longue portée attribué en 2013 à China Precision Machinery Import pour 3,2 milliards d'euros. Le choix d'Ankara avait suscité de nombreuses questions de ses alliés occidentaux. Le groupe chinois fait l'objet de sanctions américaines pour violation de l'acte de non-prolifération visant l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie. » (Les Echos, Marie-José Cougard, 16/11/2015)

« Technip remporte un contrat pour un reformeur d'hydrogène en Turquie »

« Le groupe de services à l'industrie pétrolière Technip a annoncé mardi [24 novembre] qu'il avait remporté un contrat à prix forfaitaire pour un reformeur d'hydrogène, destiné à une usine située près de la raffinerie STAR, qui sera construite à Izmir, en Turquie. Le groupe fournira également sa technologie, ainsi que les services d'ingénierie détaillée et les équipements associés. Le reformeur sera doté d'une capacité de production de 160.000 normaux mètres cubes par heure d'hydrogène. Il fournira de la vapeur de haute qualité, qui sera ensuite utilisée par la raffinerie. Ce projet sera réalisé par le centre opérationnel de Technip à Zoetermeer aux Pays-Bas. La mise en service de la nouvelle raffinerie est prévue pour 2018. Aucun élément financier n'a été dévoilé. » *(Dow Jones, 24/11/2015)*

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc *(novembre 2015)*

Les Echos

Yves Bourdillon,
Marie-José Cougard
Pierrick Fay
Renaud Honoré
Jacques Hubert-Rodier

Le Figaro

Alain Barluet
Marine Chassagnon
Gilles Festor
Edouard de Mareschal
Jean-Jacques Mevel
Delphine Minoui

Le Monde

Jean-Baptiste Chastand
Cécile Ducourtieux
Marie Jégo
Isabelle Mandraud

Le Point

Loreline Merelle
Quentin Raverdy

Libération

Veronika Dorman
Ragıp Duran
Marc Semo

La Tribune

L'Opinion

Le Point

Le Parisien

Le Progrès

Ouest France

Mediapart

Alain Devalpo

Valeurs Actuelles

Frédéric Pons

Lepetitjournal.com/istanbul

Farida Ouriachi
Nolwenn Brossier

Economstrum.info

Dow Jones

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org